



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

**Détroit d'Ormuz**

**L'Iran menace les câbles sous-marins**  
*Les menaces des Gardiens de la Révolution contre les câbles sous-marins du détroit d'Ormuz font craindre une nouvelle escalade des tensions entre l'Iran et l'Occident, avec un risque ...* • (Page 08)

**Transfert d'argent**

**PayPal déploie le PayPal USD dans 70 marchés**  
*Désormais accessible à des millions d'utilisateurs et de vendeurs sur PayPal, le PayPal USD contribue à stabiliser le ...* • (Page 10)



**CRRH-UEMOA**

**Des performances financières en forte progression en 2025**



• Mme Yedau OGOUNDELE, Directrice Générale de la CRRH-UEMOA

• (Page 03)

**Commande publique**

**L'ARCOP présente la plateforme « e-format » aux formateurs**

*L'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a présenté à Lomé sa nouvelle plateforme de ...* • (Page 02)

**PIA**

**Le FMI s'imprègne des avancées de l'industrialisation à Adétikopé**  
*La Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) a accueilli le vendredi 15 mai 2026, une délégation du Fonds monétaire international ...* • (Pages 04)

**Guinée-Bissau**

**Le Président de la transition a reçu en audience Abdoulaye DIOP**

*Le Président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, Abdoulaye Diop, a été reçu en audience le 15 mai 2026 au Palais de la République ...* • (Page 06)

**Togo - Afreximbank - ZLECAf**

• (Page 04)

**Des partenariats orientés vers la transformation économique**

**Formalisation des coopératives**

**16 groupements de femmes de l'Oti 1 disposent de textes juridiques**

*Seize groupements de femmes de la commune de l'Oti 1, membres de l'Association appui au développement local Savanes (2ADL-S) disposent ...* • (Page 11)

CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

**NOUVEAU !**  
**INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ**  
**SOUSCRIVEZ EN LIGNE**

SCANNEZ ICI  
OU RENDEZ-VOUS SUR

Q | CANALBOX-SOUSCRPTION.CPAY.TG



Commande publique

L'ARCOP présente la plateforme « e-format » aux formateurs

L'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a présenté à Lomé sa nouvelle plateforme de formation en ligne « e-format » aux membres du Bassin national des formateurs (BNF), le mardi 19 mai 2026.

• Joël Yanclou

Nouvelle étape dans la digitalisation des marchés publics. L'Autorité de régulation de la commande publique a organisé un atelier de présentation de sa plateforme de formation en ligne « e-format » à l'intention des membres du Bassin national des formateurs (BNF). Présidant les travaux, le Directeur général par intérim de l'ARCOP, Aftar Touré Morou, a indiqué que cette initiative fait partie d'un vaste programme de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics. Le responsable de l'ARCOP a présenté trois projets numériques majeurs portés par l'institution. Le premier concerne la gestion électronique des marchés publics (e-GP), soutenue par la Banque mondiale, avec pour objectif la réingénierie des processus administratifs grâce à l'appui d'un cabinet spécialisé. Le deuxième projet porte sur la dématérialisation des



services existants, notamment la délivrance des attestations de paiement de la redevance de régulation ainsi que la publication des marchés publics via la plateforme PASSE. Enfin, le troisième axe est consacré à la formation en ligne à travers « e-format », une solution numérique destinée à moderniser les méthodes d'apprentissage dans le secteur de la commande publique. Au cours des échanges, Yakouba Yawouvi Agban, Directeur de la formation et des appuis techniques à l'ARCOP, a présenté les fonctionnalités de la plateforme ainsi que son approche pédagogique.

Celle-ci vise à faciliter l'apprentissage à distance pour les différents acteurs de la commande publique. Le responsable a également mis en avant les avantages du e-learning, les compétences attendues des formateurs et le dispositif d'accompagnement prévu pour favoriser l'adaptation au digital learning.

L'innovation en renfort aux capacités

Avec le lancement de « e-format », l'ARCOP franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de modernisation institutionnelle. La plateforme répond à plusieurs défis majeurs liés à la formation continue des acteurs de la commande publique, notamment les contraintes géographiques, les coûts de déplacement et la nécessité d'une mise à jour régulière des compétences. La digitalisation des formations devrait également permettre une diffusion plus rapide et plus homogène des bonnes pratiques en matière de gestion des marchés publics sur l'ensemble du territoire national. En intégrant les outils numériques à ses processus, l'ARCOP entend renforcer la transparence, l'efficacité et la professionnalisation du système de commande publique. Cette évolution s'inscrit dans une tendance plus large de transformation digitale de l'administration publique togolaise. Le recours au e-learning représente par ailleurs un levier stratégique pour améliorer l'accessibilité à la formation et accompagner les acteurs publics dans l'appropriation des nouvelles procédures dématérialisées.



Image du jour

**DÉDICACE D'ŒUVRE** Avant le premier cri

**Aftar**

Mawulolo Roger LASMOTHEY

25 mai 2026 à 16H00

**Siège SOKOJUST**  
A côté de la pharmacie des étoiles  
Avenue de la nouvelle marche, Wetrivikondji

INFO. & RENSEIGNEMENTS  
228 93823315 - 90255815 - 98979695

AZUR SKJ

AUX DÉCIDEURS ...

Le temps de la souveraineté financière

À Lomé, les ministres des Finances de l'OHADA ont ouvert un chantier décisif : celui de l'autonomie financière de l'organisation. Derrière les réformes annoncées se joue bien plus qu'une simple question budgétaire. C'est l'avenir d'un instrument majeur de l'intégration africaine qui se dessine désormais entre souveraineté, innovation et responsabilité collective.

Depuis sa création en 1993, l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires s'est imposée comme l'un des piliers les plus solides de l'intégration juridique africaine. Grâce à ses actes uniformes, elle a contribué à sécuriser les investissements, moderniser les systèmes juridiques et améliorer le climat des affaires dans plusieurs États du continent. Pourtant, malgré son importance stratégique, l'OHADA demeure fragilisée par une réalité persistante : sa dépendance financière.

Les ministres ont reconnu que l'organisation ne peut durablement poursuivre sa mission en reposant sur des contributions étatiques irrégulières ou sur des financements extérieurs souvent incertains. Cette lucidité était nécessaire. Car aucune institution d'intégration ne peut prétendre porter les ambitions économiques d'un continent sans disposer de ressources stables, prévisibles et souveraines.

Les retards de contributions fragilisent le fonctionnement des institutions de l'OHADA, ralentissent certaines réformes et limitent la capacité de projection de l'organisation. Dans un contexte international marqué par les tensions économiques, les contraintes budgétaires et les nouvelles priorités nationales, il devient illusoire de croire que le modèle actuel peut encore suffire.

Mais au-delà du constat, ce sont surtout les orientations proposées qui méritent l'attention. L'idée d'un financement autonome à travers une redevance OHADA, la création d'un fonds de dotation, la numérisation du registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) ou encore l'implication accrue des acteurs économiques traduisent une volonté de rupture avec les schémas traditionnels. Pour la première fois, l'organisation semble vouloir bâtir une véritable ingénierie financière adaptée aux réalités africaines.

Cette évolution est stratégique. Elle consacre une nouvelle vision de l'intégration : une intégration qui ne dépend plus exclusivement de l'aide extérieure, mais qui s'appuie sur ses propres capacités économiques, ses marchés et ses instruments de gouvernance. L'autonomie financière devient ainsi un enjeu de souveraineté africaine.

Le ministre togolais de l'Économie et des Finances, Essowé Georges Barcola, a d'ailleurs eu raison d'appeler à une session « du courage, de la lucidité et de l'innovation ». Le courage, parce qu'il faut désormais accepter de repenser les modèles classiques de financement. La lucidité, parce que la survie même de certaines institutions africaines dépend de leur capacité à se réinventer. L'innovation enfin, parce que les défis contemporains imposent de nouvelles approches intégrant le numérique, les transitions économiques et les mécanismes modernes de gouvernance.

L'un des aspects les plus pertinents des réformes envisagées réside dans l'implication du secteur privé. Depuis des années, les entreprises, banques, cabinets juridiques et investisseurs bénéficient directement de la sécurité juridique offerte par l'OHADA. Il apparaît donc cohérent qu'ils puissent contribuer, à travers certains mécanismes encadrés, à la consolidation de cette architecture juridique dont ils tirent profit. Une telle approche renforcerait d'ailleurs l'appropriation du système OHADA par les acteurs économiques eux-mêmes.

Autre élément majeur : la transition vers un système de Budget-Programme prévue à partir de 2028. Cette réforme témoigne d'une volonté d'améliorer la performance institutionnelle, la transparence et l'efficacité dans l'utilisation des ressources. Là encore, l'enjeu dépasse la simple technique budgétaire. Il s'agit d'inscrire l'OHADA dans une logique moderne de gestion publique, orientée vers les résultats et la redevabilité.

La numérisation du RCCM ouvre également des perspectives importantes. En modernisant les procédures commerciales et en digitalisant certains services, l'organisation peut non seulement améliorer l'environnement des affaires, mais aussi générer de nouvelles ressources propres. Le numérique devient ainsi à la fois un outil de modernisation et un levier financier.

Cette session de Lomé restera probablement comme un moment charnière dans l'histoire de l'OHADA. Car au fond, la question posée dépasse largement les finances. Elle interroge la capacité des institutions africaines à construire leur indépendance, à mutualiser leurs ressources et à porter durablement les ambitions économiques du continent.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes. Source : [tresor.economie.gouv.fr](http://tresor.economie.gouv.fr)



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La CRRH-UEMOA valide une année 2025 record et accélère sa transformation stratégique au service du logement abordable

**Lomé, le 19 mai 2026** - Réunis en Assemblée Générale Ordinaire (AGO) et Extraordinaire (AGE) à Lomé, les actionnaires de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) ont approuvé les comptes de l'exercice 2025, marqués par des performances historiques. Ils ont également adopté des résolutions stratégiques majeures, confirmant le rôle de l'institution comme architecte de solutions financières innovantes pour l'habitat dans l'Union.

### Une gouvernance confortée par des résultats financiers historiques

L'Assemblée Générale Ordinaire, présidée par Monsieur Thierry TANO, Président du Conseil d'Administration, a approuvé sans réserve les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2025. L'institution affiche une solidité financière remarquable, illustrée par un total bilan de 333,9 milliards de FCFA, en progression de 16% par rapport à 2024. Le résultat net s'établit à 2,4 milliards de FCFA, soit une hausse de 19%, portée par un Produit Net Bancaire en hausse de 22% par rapport à 2024.

La qualité de la gestion et la robustesse du modèle économique ont été saluées par l'agence Bloomfield Investment, qui a rehaussé la notation de la CRRH-UEMOA à « AAA » avec perspective stable, la note maximale de son échelle.

L'année 2025 a été marquée par un niveau record de refinancements accordés aux banques partenaires, atteignant 60,4 milliards de FCFA. Cette performance a permis de financer plus de 5 000 logements et d'impacter positivement près de 30 000 bénéficiaires dans six pays de l'UEMOA.

L'AGO a également donné quitus aux Administrateurs, déchargé les Commissaires aux Comptes et approuvé l'affectation du résultat, consolidant ainsi les fonds propres de l'institution qui s'élèvent désormais à près de 30 milliards de FCFA.

### Des décisions stratégiques pour un changement d'échelle

L'Assemblée Générale Extraordinaire a entériné des décisions structurantes pour l'avenir de l'institution. Les actionnaires ont approuvé la révision de l'autorisation d'augmentation du capital social, une mesure essentielle pour soutenir la trajectoire de croissance accélérée de la CRRH-UEMOA et intégrer de nouvelles banques actionnaires. En 2025, six nouvelles banques ont rejoint l'actionnariat, portant le capital social à 14,4 milliards de FCFA.

Par ailleurs, l'AGE a validé le projet de changement de dénomination sociale de l'institution. Cette évolution vise à mieux refléter le nouveau positionnement stratégique de la CRRH-UEMOA, qui dépasse désormais le simple refinancement pour englober un spectre plus large de solutions financières innovantes.

### Contacts Presse :

Email : [infos@crrhuemoa.org](mailto:infos@crrhuemoa.org) / Site web : [www.crrhuemoa.org](http://www.crrhuemoa.org)

### 2025 : L'année de l'innovation financière et de l'impact social

Au-delà des performances chiffrées, 2025 a consacré la CRRH-UEMOA comme un pionnier de la finance durable dans la région. L'institution a réalisé avec succès la première émission d'obligations sociales de l'UEMOA dédiée au logement abordable, levant 60 milliards de FCFA. Ce programme, certifié « SQS1 – Excellent » par Moody's, a bénéficié d'une double cotation à la BRVM et à la Bourse de Luxembourg (LuxSE).

L'année a également vu le lancement de la première opération dans l'Union de titrisation de créances hypothécaires (également appelée « RMBS »), à travers le programme ZAKA, développé en partenariat avec BOAD Titrisation.

### Déclaration – Madame Yedau OGOUNDELE, Directrice Générale de la CRRH-UEMOA

« L'année 2025 a été, sans conteste, l'année de la transformation. Nous ne sommes plus seulement un pourvoyeur de ressources ; nous sommes devenus un architecte de solutions financières innovantes pour le marché de l'habitat. Les décisions prises aujourd'hui par nos actionnaires nous donnent les moyens d'accélérer cette dynamique au service de l'inclusion financière et du développement durable dans notre région ».

### Des perspectives ambitieuses pour 2026

La CRRH-UEMOA aborde 2026 avec des ambitions renouvelées. L'institution prévoit le lancement d'une deuxième émission d'obligations sociales d'un montant prévisionnel de 40 milliards de FCFA. Elle déploiera également un nouveau projet structurant en partenariat avec la Banque mondiale et la BOAD, visant à proposer des financements à taux mixtes (« blended finance ») pour accroître l'accessibilité au logement.

La CRRH-UEMOA poursuivra l'élargissement de son actionnariat, renforçant ainsi sa coopération avec les banques de la région et consolidant sa base financière.

Par ailleurs, l'institution continuera à soutenir des opérations de titrisation, en accompagnant des banques. Cette action contribue au développement et à la transformation du marché hypothécaire ouest-africain, tout en confirmant la position de la CRRH-UEMOA comme acteur central de l'écosystème de l'habitat.

### À propos de la CRRH-UEMOA :

Créée en 2010 par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et l'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA (AMF-UMOA), la CRRH-UEMOA est une institution financière régionale de premier plan dédiée au financement du logement dans l'UEMOA. Depuis sa création, elle a mobilisé plus de 475 milliards FCFA, permettant d'impacter plus de 120 000 bénéficiaires. L'institution joue un rôle clé dans le développement du marché hypothécaire et le financement de projets immobiliers dans la région.

Togo - Afreximbank - ZLECAf

# Des partenariats orientés vers la transformation économique

À travers plusieurs rencontres diplomatiques et économiques tenues en marge du forum Biashara Africa 2026, le Togo renforce ses partenariats stratégiques avec Afreximbank, le Rwanda et le Nigéria afin d'accélérer l'industrialisation, la transformation locale des ressources et l'intégration commerciale africaine.

● Joël Yanclou

Lomé consolide son rôle de hub de l'industrialisation africaine. Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a multiplié les échanges de haut niveau le 18 mai 2026 à Lomé, en marge de la troisième édition du forum d'affaires Biashara Africa, coorganisé avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Lors de son entretien avec George Elombi, les discussions ont porté sur les opportunités d'investissement au Togo et sur les secteurs prioritaires pour l'industrialisation. Le phosphate, la production d'énergie destinée aux zones industrielles et la transformation des matières premières ont été identifiés comme des axes stratégiques de création de valeur ajoutée. Le Président du Conseil d'administration d'Afreximbank a réaffirmé la volonté de son institution d'accompagner le Togo dans la mobilisation de financements et de partenaires techniques afin de soutenir les politiques de développement industriel. Les deux parties ont insisté sur la nécessité pour les pays africains de transformer localement leurs ressources naturelles afin de générer davantage de richesse sur le continent. Dans le même élan, le Président du Conseil a reçu le ministre rwandais du Commerce et de l'Industrie, Prudence Sebahizi. Les échanges ont porté sur les perspectives de coopération bilatérale dans les domaines du commerce, de l'investissement et de l'exportation des produits agricoles transformés. Le ministre rwandais a salué le succès de l'organisation



du forum Biashara Africa, qu'il considère comme une plateforme majeure de promotion de l'intégration économique africaine et du commerce intra-africain. En parallèle, Jumoke Oduwole, prochaine présidente du Conseil des ministres de la ZLECAf, a également été reçue par le Président du Conseil. La ministre nigériane a mis en avant la qualité des débats autour des défis de l'intégration économique africaine, tout en saluant le leadership du Togo dans la promotion de la coopération continentale. Elle a rappelé les priorités stratégiques de la ZLECAf, notamment le renforcement de l'industrialisation, l'intensification des échanges commerciaux entre États africains et la promotion de la consommation des produits fabriqués sur le continent.

## Le Togo mise sur la valeur ajoutée et l'intégration régionale

À travers ces différentes audiences, le Togo confirme sa stratégie de positionnement comme plateforme régionale de transformation industrielle et de facilitation des échanges africains.



Le partenariat avec African Export-Import Bank constitue un levier important pour financer les infrastructures énergétiques et industrielles indispensables à la transformation locale des matières premières. Cette orientation répond à une priorité continentale : réduire l'exportation brute des ressources africaines au profit d'une industrialisation créatrice d'emplois et de richesse. Les discussions avec le Rwanda et le Nigéria traduisent également une convergence de vues autour de la ZLECAf. Les États africains cherchent désormais à construire des chaînes de valeur régionales capables de renforcer la compétitivité du continent sur les marchés internationaux. En accueillant Biashara Africa 2026, le Togo renforce sa crédibilité diplomatique et économique. Le pays apparaît de plus en plus comme un acteur moteur des politiques d'intégration économique en Afrique de l'Ouest, grâce à ses réformes du climat des affaires, ses infrastructures logistiques et sa stabilité institutionnelle.



PIA

# Le FMI s'imprègne des avancées de l'industrialisation à Adétikopé

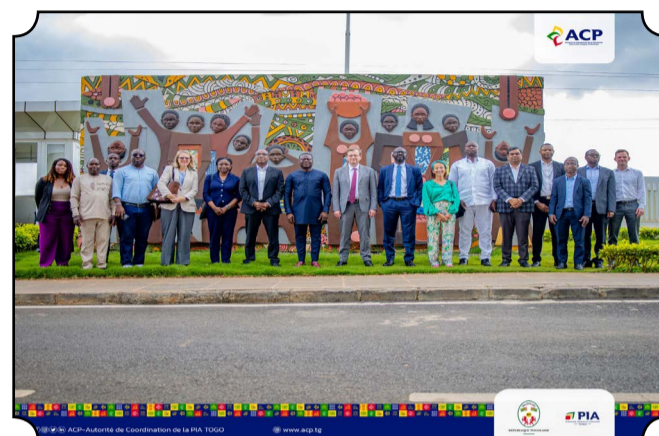
La Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) a accueilli le vendredi 15 mai 2026, une délégation du Fonds monétaire international (FMI), conduite par le Secrétaire général du ministère togolais de l'Économie et des Finances. La visite s'est déroulée en présence de l'Administrateur général de l'Autorité de coordination de la PIA ainsi que du président de la PIA SAS.

● Hélène Martelot

Cette mission de travail a permis aux responsables de la plateforme de présenter les progrès réalisés sur le site et de mettre en avant le rôle stratégique de la PIA dans la politique d'industrialisation du Togo. Les échanges ont principalement porté sur la contribution de la PIA à la création de valeur locale, à la diversification des exportations et à l'amélioration de la compétitivité économique du pays. Les responsables de la plateforme ont détaillé le modèle intégré développé à Adétikopé, reposant notamment sur un guichet unique administratif, des infrastructures logistiques et énergétiques modernes ainsi que des espaces dédiés à plusieurs secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, le textile, les matériaux de construction et la logistique. L'objectif affiché est de faciliter l'installation des investisseurs, de réduire les coûts de production et de renforcer la transformation locale des matières premières.

## Des unités industrielles déjà opérationnelles

La délégation du FMI a



également effectué une visite des infrastructures et des unités industrielles déjà en activité sur le site. Cette immersion a permis de constater l'évolution des investissements en cours ainsi que les capacités de production progressivement mises en place. Les discussions ont aussi mis en avant les retombées de la plateforme sur l'emploi, la formation de la main-d'œuvre locale et l'émergence de sous-traitants togolais, des éléments présentés comme des leviers importants pour renforcer l'attractivité du Togo auprès des investisseurs régionaux et internationaux. Pour les responsables de la PIA, cette visite traduit l'intérêt accordé par le FMI aux projets structurants engagés par les autorités togolaises afin de consoli-

der une croissance fondée sur l'industrialisation. Les échanges ont enfin permis de confronter les analyses du FMI sur les priorités économiques et la stabilité macroéconomique du pays avec les réalités opérationnelles de la plateforme, qui ambitionne de faire d'Adétikopé un hub industriel majeur en Afrique de l'Ouest.



Togo

# L'inflation reste stable à 0,1 % en avril 2026

Au Togo, l'inflation moyenne annuelle est restée stable à 0,1 % en avril 2026, pour le troisième mois consécutif, selon les dernières données publiées par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED).

Dans le détail, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) s'est établi à 104,6 en avril, en hausse de 0,1 % sur un mois et de 0,7 % sur un an. Cette progression modérée maintient le pays dans les critères de convergence de l'UEMOA, alors que plusieurs économies de la sous-région demeurent confrontées à des tensions inflationnistes plus marquées. Les principales pressions sur les prix proviennent du logement, de l'électricité, du gaz et

des combustibles, dont les coûts ont progressé de 9,8 % sur un an. Les restaurants et services d'hébergement (+2,7 %), la santé (+1,7 %) et les transports (+0,9 %) ont également contribué à la hausse générale. À l'inverse, les prix des produits alimentaires et boissons non al-



coolisées ont reculé de 1,7 % en glissement annuel, tandis que les coûts liés à l'information et à la communication ont baissé de 3,4 %. Sur le plan mensuel, plusieurs produits frais ont enregistré des hausses sensibles, notamment l'igname (+20,7 %), l'adème (+23,4 %) et le gombo frais (+17,9 %). Les prix du carburant informel ont également progressé, avec une hausse de 5,9 % de l'essence vendue en rue.

Avec Togo First



# FIPE UEMOA

## WEST AFRICA ECO FORUM

# FORUM

INTERNATIONAL DE LA PRESSE ECONOMIQUE  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**SENEGAL - DAKAR**

**24, 25 et 26 JUIN 2026**



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ÉTATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Guinée-Bissau

# Le Président de la transition a reçu en audience Abdoulaye DIOP

Le Président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, Abdoulaye Diop, a été reçu en audience le 15 mai 2026 au Palais de la République à Bissau par le Président de la transition de la Guinée-Bissau, le Général Horta Inta-A Na Man.

• Wilson Lawson

La rencontre s'est tenue en présence du ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale, Mamadu Mudjetaba Djalo. Le Président de la Commission de l'UEMOA était accompagné des commissaires Mamadu Serifo Jaquite et Mahamadou Gado, ainsi que du représentant résident de l'Union en Guinée-Bissau, Aly Coulibaly. À l'issue de l'entretien, Abdoulaye Diop a indiqué avoir présenté au Président de la transition les conclusions de la 11<sup>e</sup> revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires de l'UEMOA en Guinée-Bissau. Le Président de la Commission a salué l'engagement des autorités bissau-guinéennes, notamment du gouvernement et des différents ministères, dans le renforcement des performances liées à la transposition et à l'application des textes communautaires. Les échanges ont également porté sur la situation générale de l'Union. Abdoulaye Diop a souligné la bonne dynamique économique de l'espace communautaire, marquée par un taux de



croissance supérieur à 6 % et des indicateurs macroéconomiques jugés encourageants. Il a également relevé les performances de la Guinée-Bissau, dont la croissance économique demeure soutenue. La question sécuritaire dans l'espace communautaire a aussi été abordée. Le Président de la Commission de l'UEMOA a salué la compréhension des défis sécuritaires par le Président de la transition ainsi que la solidarité exprimée envers les États membres confrontés aux menaces régionales.

### L'UEMOA consolide sa cohésion face aux défis régionaux

Cette audience traduit la volonté de l'Union économique et monétaire ouest-africaine de renforcer le

dialogue politique avec ses États membres dans un contexte régional marqué à la fois par des défis sécuritaires et des ambitions économiques accrues. En mettant l'accent sur la transposition des textes communautaires, l'Union cherche à harmoniser davantage les politiques publiques afin d'améliorer l'intégration économique et institutionnelle dans l'espace ouest-africain. Les performances économiques évoquées par Abdoulaye Diop témoignent également de la résilience de l'Union face aux turbulences internationales. Avec une croissance soutenue et des indicateurs macroéconomiques relativement stables, l'UEMOA entend consolider sa position comme l'un des espaces économiques

les plus intégrés du continent. La référence à la sécurité régionale souligne

toutefois que la stabilité demeure une condition essentielle à la poursuite des

réformes et au maintien de la croissance économique dans les pays membres.

## Eau-Energie-Alimentation

# 3ème réunion inter-agences de la CEDEAO sur une intégration du Genre

Du 15 au 16 mai 2026, s'est tenue à la Représentation Résidente de la CEDEAO à Abidjan en République de Côte d'Ivoire, la troisième réunion inter-agences de la CEDEAO sur l'Eau-Energie-Alimentation avec une intégration du Genre.

• Junior Aredola

L'objectif de cette réunion était de faire un point sur l'état de mise en œuvre des activités relatives à l'eau-énergie-alimentation-environnement et prise en compte du genre au niveau de l'espace CEDEAO et de dégager des perspectives de travail collaboratives en la matière. Après la 2<sup>ème</sup> réunion tenue à Praia en juillet 2025 qui a notamment permis d'ébaucher des idées de projets, cette édition a été placée sous le sceau de la montée en puissance du cadre de collaboration avec en prime des projets opérationnels. Ont pris part à cette réunion les agences suivantes : CCDG, ECREEE, ARAA, PPDU, CGRE et CRSA. La Banque Africaine de Développement (BAD) a également pris part à cette réunion pour présenter son programme continental sur le Nexus Eau-Alimentation-Énergie-Écosystèmes africains (WEFE). Dans son mot de bienvenue, Mme Sandra OULATÉ FATTOH, Directrice du CCDG, a souligné le caractère stratégique de cette réunion qui constitue une opportunité idéale pour redynamiser le cadre de collaboration entre les agences à l'initiative du Nexus (ECREEE, PPDU, CCDG, ARAA, et CGRE) qui s'élargit aujourd'hui au Centre Régional de la Santé Animale. Pour elle, le dynamisme du Nexus ainsi que le renforcement de la syner-



gie entre ces différentes agences et directions, sont des paramètres très déterminants pour obtenir des résultats significatifs, dans la réponse du Nexus aux différentes problématiques de développement durable auxquelles sont confrontées les communautés d'Afrique de l'Ouest. Elle a conclu en appelant les agences et directions du Nexus à s'approprier également le nouveau programme régional sur le Genre, le changement climatique et l'économie verte en cours de formulation avec l'appui technique et financier d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO). Pour sa part, M. Alexis KOUASSI, Directeur du Centre de Gestion des Ressources en Eau (CGRE) a noté que la rencontre du jour constitue une opportunité de rappeler les fondements du Nexus, tout en soulignant la disponibilité de son agence à accompagner sa mise en œuvre. L'engagement du CGRE est d'autant plus pertinent parce que l'eau représente un point de convergence essentiel entre les différents axes d'intervention des agences impliquées dans le Nexus. Il a par ailleurs, souligné la dynamique croissante que connaît le Nexus, notamment en matière de communication et de visibilité sous l'impulsion de la Directrice du

CCDG. Il a toutefois relevé que le succès du Nexus repose impérativement sur une collaboration inter-agences renforcée, rompant avec les approches cloisonnées. Dans cette perspective, le programme spécial Eau-Énergie-Alimentation-Environnement de la BAD offre une opportunité stratégique pour explorer de nouvelles collaborations et mobiliser d'autres partenaires déterminants pour la mise en œuvre efficace de ce projet régional structurant. Keba FYE, Directeur du PPDU est revenu sur la nécessité de renforcer la synergie entre les agences afin de consolider l'efficacité et la cohérence des interventions dans le cadre du Nexus. Le Nexus devrait également s'affirmer comme un véritable espace de plaidoyer, permettant de porter des préoccupations communes, notamment celles relatives aux contraintes opérationnelles auxquelles les agences sont confrontées : parmi celles-ci, les procédures de passation de marchés figurent en bonne place, justifiant une réflexion approfondie en vue d'accroître l'autonomie des agences, condition indispensable pour améliorer leur performance et leur capacité d'action.

## Start-up africaines

# La dette dépasse les levées en capital pour la première fois

Depuis quelques années, les financements dans les jeunes pousses africaines ralentissent. Avec la hausse des taux d'intérêt, les investisseurs sont devenus de plus en plus sélectifs, obligeant les entrepreneurs technologiques africains à se tourner vers le financement par dette.

Le financement par dette est devenu, pour la première fois, le principal mode de financement dans l'écosystème des start-up africaines. Au premier trimestre 2026, la dette a représenté 305 millions USD sur les 600 millions de dollars levés, contre seulement 50 millions USD au premier trimestre 2025, soit un montant six fois supérieur en un an, selon les données d'Africa: The Big Deal. Ce basculement s'inscrit dans une tendance de fond amorcée depuis plusieurs années. Selon le rapport annuel 2025 de Partech publié en

janvier 2026, les financements par dette sont passés de 1,01 milliard USD fin 2024 à 1,64 milliard USD fin 2025, soit une hausse de 63 % sur un an. Le nombre d'opérations a suivi la même trajectoire, progressant de 40 % pour atteindre 108 transactions, un niveau record sur le continent. En 2025, la dette a ainsi représenté 41 % de l'ensemble des capitaux investis dans les start-up africaines, contre 31 % en 2024 et 17 % en 2019. « Nous avons constaté que l'endettement constituait le changement structurel le plus important de l'année 2025. Encore marginal il

y a quelques années, le financement par dette est devenu un pilier central du financement technologique africain », souligne Partech dans son rapport. Pour le cabinet, cette progression ne traduit pas une reprise cyclique mais un changement durable des modes de financement. Un nombre croissant de start-up africaines atteint désormais un niveau d'activité, de génération de trésorerie et de gouvernance suffisant pour accéder à des instruments structurés et non dilutifs.

Avec wearetech.africa

BRVM  
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
Afrique de l'Ouest

## BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 19 mai 2026

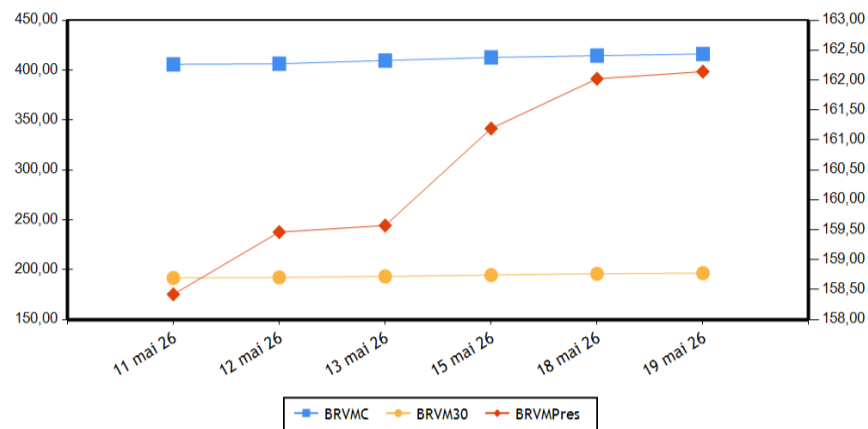
N° 93

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>416,07</b>
Variation Jour	0,40 % ↑
Variation annuelle	20,34 % ↑

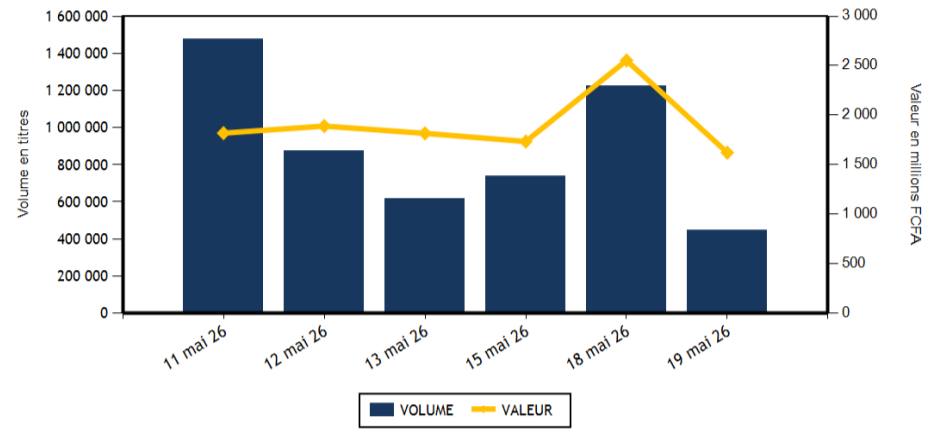
<b>BRVM 30</b>	<b>196,40</b>
Variation Jour	0,32 % ↑
Variation annuelle	18,14 % ↑

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>162,14</b>
Variation Jour	0,07 % ↑
Variation annuelle	12,40 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	16 039 411 475 450	0,41 %
Volume échangé (Actions & Droits)	354 960	-68,31 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	949 941 083	-37,06 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	22	22,22 %
Nombre de titres en baisse	15	-25,00 %
Nombre de titres inchangés	10	11,11 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	16 700	6,71 %	45,92 %
SETAO CI (STAC)	2 820	5,22 %	112,83 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	4 900	4,48 %	22,50 %
SODE CI (SDCC)	11 000	3,38 %	89,66 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	7 900	2,60 %	50,76 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	162,14	0,07 %	12,40 %	30 800	428 509 595	11,83
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	291,63	0,77 %	33,99 %	320 967	517 009 373	15,14

## INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	160,64	0,40 %	20,65 %	351 767	945 518 968	12,92

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	104,71	0,31 %	10,34 %	12 695	247 049 810	10,27
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	181,25	0,35 %	4,76 %	16 608	36 014 730	47,09
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	188,05	0,76 %	28,92 %	265 297	418 002 633	13,27
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	258,55	-0,38 %	19,65 %	33 601	174 261 375	9,06
BRVM - INDUSTRIELS	6	182,73	-0,14 %	38,09 %	10 293	21 475 745	15,21
BRVM - ENERGIE	4	141,92	-0,18 %	27,96 %	9 066	27 888 520	16,68
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	164,79	1,64 %	55,61 %	4 207	20 826 155	17,99

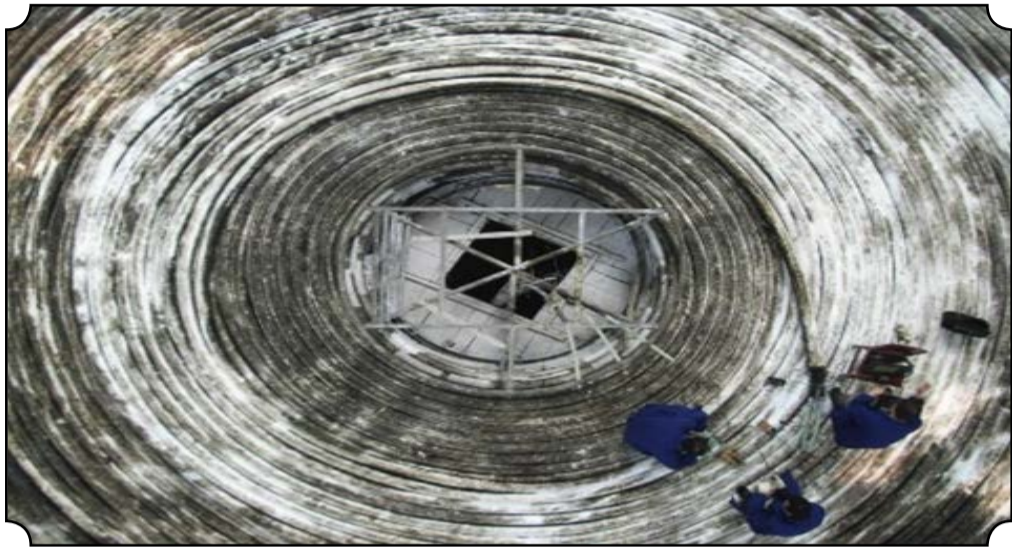
Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	12,92
Taux de rendement moyen du marché	6,48
Taux de rentabilité moyen du marché	7,63
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	205
Volume moyen annuel par séance	1 835 750,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 965 426 487,99

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	12,00
Ratio moyen de satisfaction	17,21
Ratio moyen de tendance	143,43
Ratio moyen de couverture	69,72
Taux de rotation moyen du marché	0,03
Prime de risque du marché	1,99
Nombre de SGI participantes	34

Détroit d'Ormuz

# L'Iran menace les câbles sous-marins

Les menaces des Gardiens de la Révolution contre les câbles sous-marins du détroit d'Ormuz font craindre une nouvelle escalade des tensions entre l'Iran et l'Occident, avec un risque majeur de perturbation de l'économie numérique mondiale et des flux financiers internationaux.



La menace ne vise plus seulement les tankers. En agitant le spectre d'attaques contre les câbles sous-marins du détroit d'Ormuz, les Gardiens de la Révolution iraniens ouvrent un nouveau front aux conséquences potentiellement dévastatrices pour l'économie mondiale : celui des infrastructures numériques critiques. Après avoir renforcé son emprise sur le détroit avec la création d'une « Autorité du détroit du Golfe Persique », Téhéran laisse désormais entendre qu'il pourrait aussi monnayer — ou perturber — les flux invisibles de données qui transitent sous les eaux du Golfe. Lundi, l'armée idéologique de la République islamique a averti que les câbles sous-marins traversant le détroit constituaient un levier stratégique majeur, soulignant que toute perturbation sur ces infrastructures ferait perdre jusqu'à des « centaines de millions de dollars par jour » à l'économie mondiale. Une menace prise très au sérieux par les acteurs des télécoms et de la finance, alors que ces réseaux acheminent environ 99 % du trafic Internet mondial, selon l'Union internationale des télécommunications (UIT).

### Désorganiser les transactions financières

Car derrière le corridor énergétique le plus sensible du globe se cache aussi une artère vitale de l'économie numérique. Plusieurs câbles à fibre

optique reliant l'Asie à l'Europe transitent par le détroit d'Ormuz, dont le système Asia-Africa-Europe 1 (AAE-1), le réseau FALCON ou encore le Gulf Bridge International Cable System. Ces infrastructures transportent les données des géants du cloud, des plateformes financières, des communications gouvernementales et des systèmes d'intelligence artificielle développés dans les monarchies du Golfe. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, qui investissent massivement dans l'IA et les centres de données pour diversifier leurs économies, apparaissent particulièrement exposés. Une coupure majeure pourrait ralentir les services numériques, désorganiser les transactions financières, perturber le commerce électronique et fragiliser l'activité des entreprises régionales. « Des câbles endommagés entraînent un ralentissement ou des coupures d'internet, des perturbations du commerce électronique, des retards dans les transactions financières... et des répercussions économiques liées à toutes ces perturbations », résume Masha Kotkin, analyste en géopolitique et en énergie. Les attaques délibérées contre les câbles restent rares, mais les incidents accidentels sont fréquents : entre 150 et 200 pannes sont recensées chaque année dans le monde, principalement causées par la pêche ou la guerre accroît méca-

iquement les risques. « Dans un contexte d'opérations militaires actives, le risque de dommages accidentels augmente, et plus ce conflit dure, plus la probabilité de dommages accidentels est élevée », avertit Masha Kotkin.

### Concentration d'infrastructures critiques

Le précédent de la mer Rouge alimente les craintes. En 2024, un navire commercial attaqué par les Houthis — alliés de l'Iran — avait dérivé avant de sectionner plusieurs câbles avec son ancre. Une situation comparable dans le détroit d'Ormuz pourrait avoir des conséquences beaucoup plus larges compte tenu de la concentration d'infrastructures critiques dans cette zone étroite. La vulnérabilité de ces réseaux tient aussi à la difficulté des réparations en zone de guerre. Au-delà des opérations techniques, les compagnies doivent obtenir des autorisations d'accès aux eaux territoriales et composer avec les risques sécuritaires liés aux combats ou aux mines sous-marines. « Souvent, l'un des plus gros problèmes lors des réparations est qu'il faut obtenir des autorisations pour accéder aux eaux où se trouvent les dommages. Cela peut parfois prendre beaucoup de temps et constituer la principale source (de problèmes) », explique Alan Mauldin, directeur de recherche chez TeleGeography.

LD (avec agences)

Mode

# Gucci transforme Times Square en podium géant pour son défilé croisière

La maison italienne Gucci a investi samedi soir le cœur de Times Square à New York pour présenter la deuxième collection de son nouveau directeur artistique Demna Gvasalia. Un show spectaculaire destiné à relancer l'image de la marque, dont les ventes continuent de reculer.

Gucci mise sur le grand spectacle pour tenter de retrouver son éclat. La marque italienne a privaté samedi soir une partie de Times Square, au cœur de Manhattan, pour dévoiler sa nouvelle collection croisière signée Demna Gvasalia. Le défilé s'est déroulé au milieu des écrans géants et des enseignes lumineuses emblématiques du quartier new-yorkais, transformé pour l'occasion en immense podium à ciel ouvert. Les mannequins ont défilé sur une longue scène installée directement sur la chaussée, tandis que les images étaient retransmises sur les panneaux publicitaires géants qui entourent Times Square. Au-delà des invités triés sur le volet, de nombreux touristes et passants ont pu assister au spectacle depuis la rue.



Cette collection croisière est la deuxième imaginée par le créateur géorgien Demna Gvasalia depuis son arrivée chez Gucci en 2025. Chargé de relancer une maison en perte de vitesse, l'ancien directeur artistique de Balenciaga poursuit sa stratégie de retour à un univers glamour et provocateur qui a longtemps fait le succès de Gucci. Comme souvent à New York, Gucci a misé sur un casting de célébrités pour donner un retentissement mondial à l'événement. La mannequin Cindy Crawford, l'ancien champion de football

américain Tom Brady ou encore Paris Hilton ont participé au défilé. Dans le public figuraient notamment Mariah Carey, Kim Kardashian, Shawn Mendes ou encore le rappeur britannique Stormzy. Derrière cette démonstration de puissance se cache surtout un enjeu économique majeur pour le groupe français Kering, propriétaire de Gucci. La marque italienne représente environ 40 % des ventes du groupe mais traverse une période difficile depuis plusieurs années. Au premier trimestre 2026, les ventes de Gucci ont encore reculé de 14 %, à 1,35 milliard d'euros. Le directeur général de Kering, Luca de Meo, avait récemment affirmé que la priorité du groupe était de « rendre Gucci à nouveau incontournable ».

(Avec AFP)

Climat

# Une commission européenne appelle à traiter le climat comme une urgence sanitaire mondiale

Une commission indépendante réunissant scientifiques et anciens responsables politiques européens appelle les gouvernements et l'Organisation mondiale de la santé à renforcer d'urgence leur réponse face aux conséquences sanitaires du changement climatique.

Le changement climatique doit désormais être considéré comme une crise sanitaire majeure. C'est le message lancé dimanche par la Commission paneuropéenne sur le climat et la santé, un groupe indépendant présidé par l'ancienne Première ministre islandaise Katrin Jakobsdottir et composé de treize scientifiques et anciens ministres européens. Dans un « appel à l'action » publié à la veille de la 79e Assemblée mondiale de la santé, la commission estime que les réponses actuelles restent très insuffisantes face à l'ampleur des risques. « Le changement climatique n'est pas une menace future à gérer », avertit-elle. « Il s'agit d'une crise immédiate et croissante qui affecte simultanément



la santé, l'alimentation, l'eau, l'énergie et la sécurité nationale. »

### Plus de 600.000 décès liés à la pollution de l'air

Selon la commission, la pollution atmosphérique liée aux énergies fossiles provoque chaque année plus de 600.000 décès dans la région Europe de l'OMS. Les épisodes de chaleur extrême deviennent également une menace sanitaire croissante. Environ 63.000 personnes seraient mortes en Europe en 2024 de causes liées à la chaleur, tandis

que le changement climatique aurait été responsable de près de 70 % des décès associés aux vagues de chaleur estivales dans 854 villes européennes en 2025. Ces chiffres illustrent selon les experts l'accélération des conséquences sanitaires du réchauffement climatique sur le continent européen. Les auteurs du rapport appellent l'Organisation mondiale de la santé à déclarer officiellement le changement climatique comme une « urgence de santé publique de portée internationale ».

(Avec AFP)

## Croissance mondiale et emploi

## 2026 sous le signe des chocs économiques et géopolitiques

Alors que la croissance mondiale flanche cette année sous l'effet des tensions commerciales, alimentaires et financières, la crise au Moyen-Orient aggrave les risques pour l'emploi et les revenus, fragilisant particulièrement les travailleurs migrants et les économies dépendantes des envois de fonds, ont indiqué deux agences des Nations Unies, dans deux rapports distincts.

Selon ONU commerce et développement (CNUCED), les tensions commerciales et l'incertitude politique ont dominé l'économie mondiale ces dernières années. Aujourd'hui, ce sont les risques géopolitiques qui constituent la principale menace pour la stabilité économique globale. La CNUCED prévoit ainsi un ralentissement de la croissance mondiale, qui passerait de 2,9 % en 2025 à 2,6 % cette année, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie, des perturbations du transport, de la volatilité des marchés et de la recherche d'actifs financiers sûrs, autant de facteurs qui pèsent sur l'investissement et la demande. Les économies en développement sont particulièrement exposées.



Beaucoup doivent faire face à la hausse des factures pour les carburants, les denrées alimentaires et les engrais, tout en gérant des pressions sur leurs monnaies, un accès au financement plus strict et un affaiblissement de la confiance des investisseurs.

### L'essor de l'IA soutient le commerce, mais l'inflation menace

Par ailleurs, le commerce mondial de marchandises est resté relativement solide au début de 2026, mais une grande partie de

la dynamique s'est concentrée sur les produits liés à l'intelligence artificielle (IA), tels que les semi-conducteurs, les serveurs et les équipements de traitement des données. Dans le même temps, le rapport s'attend à ce que la croissance du commerce mondial de marchandises ralentisse, passant de 4,7 % en 2025 à entre 1,5 % et 2,5 % en 2026, alors que l'incertitude et les tensions géopolitiques affectent les chaînes d'approvisionnement, le transport maritime et les décisions d'investissement. Le document met également en lumière la pression accrue sur les

systèmes alimentaires mondiaux, avec la hausse des prix de l'énergie qui alourdit le coût des engrais. Selon la CNUCED, cela accentue les pressions inflationnistes sur l'alimentation dans de nombreuses économies en développement. Parallèlement, la volatilité et des conditions de financement plus strictes mettent en évidence les vulnérabilités des systèmes mondiaux d'échanges alimentaires.

### La crise au Moyen-Orient pèse sur les marchés du travail mondiaux

Ces tensions économiques et géopolitiques se reflètent également sur le marché du travail mondial. Un rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT) note que la crise au Moyen-Orient affecte de plus en plus l'emploi, les conditions de

travail et les revenus bien au-delà de la région. Selon l'OIT, la hausse des coûts de l'énergie, la perturbation des routes de transport, les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, l'affaiblissement du tourisme et les contraintes migratoires pèsent sur les économies et les marchés du travail. « Au-delà de son coût humain, la crise au Moyen-Orient n'est pas une perturbation de courte durée. C'est un choc lent et potentiellement durable qui transformera progressivement les marchés du travail », a déclaré Sangheon Lee, économiste en chef de l'OIT et auteur du rapport. Plus globalement, le conflit devrait continuer d'affecter les marchés du



travail pendant un certain temps, l'ampleur et la durée de ses effets dépendant de l'évolution de la situation.

### Pétrole en hausse, emplois en péril

Dans un scénario illustratif dans lequel les prix du pétrole augmenteraient d'environ 50 % par rapport à leur moyenne de début 2026, les heures de travail mondiales devraient reculer de 0,5 % en 2026 et de 1,1 % en 2027. Cela équivaut à 14 millions et 38 millions d'emplois à temps plein respectivement, tandis que les revenus du travail réels devraient diminuer de 1,1 % et de 3 % (1.100 milliards et 3.000 milliards de dollars des États-Unis).

Avec news.un.org

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Cet impact de Mercure est susceptible de provoquer des coups de chance ou, au contraire, des situations confuses et décevantes sur le plan financier. En tout cas, restez prudent pour garder l'équilibre ; évitez les achats trop onéreux, les endettements et les placements à risques.

**Taureau** Vous aurez un objectif majeur : accroître vos revenus. Grâce au soutien de Mercure, vous pourrez effectuer d'excellents placements à long terme. Les opérations boursières seront très favorisées.

**Gémeaux** Vous ne ménagerez pas votre peine pour améliorer votre pouvoir d'achat. Vous chercherez à gérer avec soin vos finances. Avec le coup de pouce de la planète Mercure, vos efforts seront rapidement récompensés.

**Cancer** Quelques petits problèmes d'ordre financier vous perturberont et vous obligeront à remettre à plus tard vos folles envies de dépense. Soyez plus raisonnable pour éviter les fins de mois difficiles et démoralisantes.

**Lion** Mercure influencera votre secteur argent. Mercure étant la planète de l'habileté, de l'intelligence et du commerce, il devrait vous aider à bien gérer votre budget ou à trouver le moyen d'améliorer vos revenus. Uranus et Neptune, qui influenceront aussi votre vie financière, risquent cependant par moments de vous souffler des idées un peu confuses ou trop audacieuses.

**Vierge** Si des problèmes matériels vous assaillent, n'attendez plus pour contre-attaquer. Vous devrez essayer de trouver une solution aujourd'hui même, sinon la situation menacera de s'aggraver très sérieusement.

**Balance** Ce sera enfin l'embellie financière, et une embellie durable ! Tous ceux d'entre vous qui avaient commencé dernièrement à rééquilibrer leur budget vont maintenant pouvoir améliorer nettement leur sort. Ceux qui ont des dettes vont pouvoir les rembourser, se remettre à niveau et, qui sait, commencer à faire des économies. Cela vous sera d'autant plus facile que vous ne serez pas d'humeur dépensière.

**Scorpion** La Lune influençant un secteur financier de votre thème peut vous faire gagner de l'argent au jeu, notamment au PMU. La journée sera donc favorable à ceux qui fréquentent les champs de courses. D'autres formes de jeu vous seront également favorables.

**Sagittaire** Tous les natifs du signe qui ont dernièrement du mal à boucler leur budget devraient commencer à souffler. Quelques-uns d'entre vous auront encore un peu de mal à retrouver l'équilibre ; mais pour la plupart, les temps seront beaucoup plus faciles. Tâchez malgré tout de rester raisonnable et de ne pas dépenser plus que ce que vous avez : autant les astres évitent de vous compliquer la vie, autant aucune planète ne viendra à votre secours si vous vous mettez dans une situation critique.

**Capricorne** Cet aspect de Saturne influencera le secteur des gains, des salaires et des dépenses. Au positif, cette influence vous aidera à obtenir quelques gains supplémentaires et à organiser au mieux votre budget.

**Verseau** Une échéance oubliée ou une dépense supplémentaire inattendue vous surprendront. Et vous voilà agacé, irritable. Pourquoi ne pas demander un autre délai ou des facilités de paiement ? Essayez, et vous verrez.

**Poisson** Des dépenses importantes ou imprévues concernant l'immobilier devront être envisagées aujourd'hui. Mais Jupiter en cet aspect ne sera pas favorable à un achat ou à une transaction en ce moment. Cependant, son action se trouverait contrecarrée par Mercure, qui pourrait apporter une proposition intéressante sur ce plan. En somme, vous pourrez agir, mais avec une grande circonspection.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : Agoé Assiyé non loin de la Poste  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

# PayPal déploie le PayPal USD dans 70 marchés à l'échelle mondiale et élargit l'accès en Afrique

Désormais accessible à des millions d'utilisateurs et de vendeurs sur PayPal, le PayPal USD contribue à stabiliser le pouvoir d'achat et soutient un commerce mondial à moindre coût.

**SAN JOSE, Californie – 20 mai 2026** - PayPal annonce ce jour la disponibilité du PayPal USD (PYUSD) dans 70 marchés dans les comptes PayPal. Ce stablecoin adossé au dollar permet aux utilisateurs d'envoyer de l'argent dans le monde entier, avec un règlement plus rapide et un coût inférieur aux méthodes de paiement traditionnelles.

Alors que le commerce mondial devient de plus en plus numérique, les particuliers et les entreprises recherchent des moyens plus rapides et plus fluides d'effectuer des transactions transfrontalières. Les stablecoins comme le PYUSD aident à alimenter un système de commerce mondial inclusif, rapide et à moindre coût.

« Les particuliers et les entreprises du monde entier recherchent des moyens plus rapides et plus pratiques d'effectuer des transactions à l'échelle mondiale et le système actuel facture encore trop cher, prend trop de temps et effectue les règlements avec des délais d'une autre époque », déclare **May Zabaneh, vice-présidente principale et directrice générale de la crypto, PayPal**. « Nous nous efforçons de changer tout ça. L'activation du PYUSD dans 70 marchés donne aux utilisateurs un accès plus rapide à leurs fonds, des méthodes moins coûteuses d'envoyer de l'argent à l'international et un moyen plus direct de participer à l'économie mondiale, et c'est ce qui fait avancer le commerce pour tout le monde. »

« Proposer le PYUSD en Afrique, c'est apporter une valeur tangible aux personnes et aux entreprises qui stimulent la croissance sur ces marchés dynamiques », déclare **Otto Williams, vice-président principal et directeur général de PayPal pour le Moyen-Orient et l'Afrique**. « Les particuliers bénéficient d'un moyen flexible et stable de transférer des fonds plus rapidement, tandis que les entreprises peuvent rationaliser les paiements transfrontaliers, améliorer les délais de règlement et créer de nouvelles perspectives de croissance. En améliorant l'accès à une monnaie numérique réglementée adossée à l'USD, nous supprimons les obstacles et contribuons à réduire les frictions au commerce mondial dans l'ensemble de la région. »

Les utilisateurs des marchés nouvellement pris en charge peuvent acheter, détenir, envoyer et recevoir des PYUSD directement à partir de leur compte PayPal.<sup>1</sup> De plus, les utilisateurs éligibles peuvent gagner des récompenses sur leurs avoirs en PYUSD,<sup>2</sup> transférer des fonds à



des amis et à des proches, que ce soit sur PayPal ou sur des portefeuilles numériques tiers, et convertir des PYUSD en devise locale lors du retrait de fonds<sup>3</sup> pour les dépenses quotidiennes.

Les entreprises qui acceptent le PYUSD peuvent utiliser les fonds en quelques minutes, au lieu de quelques jours ou semaines, ce qui renforce la liquidité et réduit la dépendance aux cycles de règlement traditionnels. Un accès plus rapide aux fonds peut aider les entreprises à gérer leur fonds de roulement, à soutenir les opérations transfrontalières et à participer au commerce mondial.

Après le lancement du PYUSD aux États-Unis en 2023, cette expansion représente une nouvelle étape critique dans la création de la liquidité, de l'utilité et de l'ubiquité du PYUSD nécessaires pour créer un écosystème commercial mondial plus inclusif. En le rendant disponible dans de nouveaux marchés par l'entremise de PayPal, le PYUSD aide les particuliers à envoyer des fonds à l'étranger à moindre coût, tout en permettant aux entreprises de régler plus rapidement, de réduire les frais de paiement internationaux et d'accéder plus vite aux fonds.

Le PYUSD est maintenant disponible dans plusieurs régions du monde, à savoir l'Afrique, l'Asie-Pacifique, l'Europe, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Amérique du Nord.

Pour de plus amples renseignements sur le PYUSD, veuillez consulter [www.paypal.com/pyusd](http://www.paypal.com/pyusd).

**1.** L'expérience utilisateur peut varier en fonction des réglementations locales et de l'expérience PayPal.

**2.** Les récompenses ne sont pas disponibles pour les utilisateurs basés à Singapour ou au Royaume-Uni. Le taux de récompenses sera déter-

miné à la seule discrétion de PayPal, n'est pas garanti et est sujet à modification. Des conditions s'appliquent.

**3.** Les conditions générales s'appliquent.

## À propos du PayPal USD (PYUSD)

Le PayPal USD est émis par Paxos Trust Company, N.A., une société de fiducie pleinement certifiée et réglementée par l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC). Les réserves pour le PayPal USD sont entièrement soutenues par des dépôts en dollars américains, des bons du Trésor américain et des équivalents de trésorerie similaires, et le PayPal USD peut être acheté ou vendu via PayPal et Venmo à un taux de 1,00 \$ par PayPal USD. PayPal, Inc. (identifiant NMLS : 910457) est agréé pour exercer des activités commerciales en monnaie virtuelle par le Département des services financiers de l'État de New York.

## À propos de PayPal

PayPal révolutionne le commerce mondial depuis plus de 25 ans. En créant des expériences innovantes qui simplifient, personnalisent et sécurisent le transfert d'argent, la vente et les achats, PayPal permet aux particuliers et aux entreprises d'environ 200 marchés de se joindre à l'économie mondiale et de prospérer. Pour de plus amples renseignements, visitez <https://www.paypal.com>, <https://about.pypl.com/> et <https://investor.pypl.com/>.

Contact avec les médias : [MediaRelations@paypal.com](mailto:MediaRelations@paypal.com)



## Formalisation des coopératives

## 16 groupements de femmes de l'Oti 1 disposent de textes juridiques

Seize groupements de femmes de la commune de l'Oti 1, membres de l'Association appui au développement local Savanes (2ADL-S) disposent désormais de leurs statuts et règlements intérieur conformément aux dispositions de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). C'est à l'issue d'une assemblée générale ordinaire tenue le vendredi 15 mai à Mango.

Ces assises ont pour objectif de formaliser ces groupements conformément aux dispositions et exigences de l'OHADA pour une gestion saine, efficace et durable de leurs ressources et biens. Ces groupements ont permis d'adopter les rapports d'activités et financiers de l'association et de mettre en place les membres de ses instances dirigeantes pour un mandat de trois ans renouvelable une seule fois. Les textes juridiques de ces groupements ont été élaborés et traduits en langue « Anoufo » et « Gamgam » avec l'appui des experts et techniciens de l'Institut de conseils et d'appui technique (ICAT). Le secrétaire général de la préfecture de l'Oti, N'Gbamou Koya et le maire de la commune de l'Oti 1, Noukome Nimani Ignace ont félicité 2ADL-S pour son engagement dans l'autonomi-



sation de la gent féminine et l'inclusion sociale qui cadrent avec la politique de développement du Président du Conseil, Faure Gnassingbé. La coordinatrice de 2ADL-S, Mme N'Djarama Adjara a fait remarquer que sa structure est déterminée à accompagner les groupements dans le renforcement de leurs activités génératrices de revenus, à réduire la pauvreté des femmes, à promouvoir la paix et un développement durable. La présidente préfectorale des groupements membres de 2ADL-S, Mme Kokouba Afoé a souligné que les textes juridiques dont

elles disposent désormais leur permettront d'assurer une gouvernance efficace et une durabilité de la structure. Elle a convié les différents groupements à une synergie d'actions pour redorer leur blason et sortir de la précarité. Des sketches présentés par des personnes en situation de handicap sur l'inclusion sociale ont ponctué les travaux qui ont été précédés par une caravane à travers les artères de la ville de Mango. L'assemblée générale a pris fin par la visite du nouveau siège de 2ADL-S par les autorités et les invités.

Avec ATOP/TT/JK/GMM

## Mercato

## Manu Koné est à vendre !

Pièce maîtresse de la Roma, le milieu de terrain français a de très fortes chances d'être vendu. Et pour le moment, c'est toujours l'Inter qui mène la danse.

En 2024, l'AS Roma a posé 18 M€ sur la table pour s'offrir Manu Koné (25 ans). Deux ans plus tard, les Giallorossi ne regrettent pas du tout leur investissement. Le milieu international français est devenu un titulaire indiscutable et ses prestations italiennes lui ont permis de conforter sa place au sein de l'équipe de France. « Il fait partie des joueurs qu'on peut considérer comme sous-cotés parce qu'on ne les voit pas et qu'ils ne font pas parler d'eux. Pourtant, sur le terrain, on le voit », déclarait Didier Deschamps à son sujet en septembre 2025. Mais deux ans plus tard, le club de la Louve risque de devoir se séparer à contrecœur du Français, dont le contrat court pourtant jusqu'en 2029. Il Corriere dello Sport annonce que la Roma est prête à sacrifier Manu Koné. La raison est simple : la formation transalpine est toujours sous le coup de sanctions de l'UEFA dans le cadre du respect du fair-play fi-



nancier. Rome a une perte maximale de 60 M€ autorisée chaque saison et doit présenter un budget viable. Sauf que le quatrième du classement de Serie A ne respecterait pas tout à fait ses engagements.

## L'Inter toujours là

Les Giallorossi auraient notamment une masse salariale toujours importante et la vente d'éléments tels que Koné est donc quasiment obligatoire pour s'éviter tout retour de bâton de la part de l'instance dirigeante du football européen. Une aubaine pour l'Inter. Courtisan déclaré de l'ancien pensionnaire du Borussia Mönchengladbach, le club champion

d'Italie va sans doute revenir à la charge. Les Nerazzurri avaient failli recruter le Français ces derniers mois en échange de 35 M€, mais la Roma avait fait machine arrière. Les Lombards sont annoncés comme les grands favoris dans ce dossier, même si la vente forcée de Koné pourrait attirer d'autres gros poissons. Une chose est sûre : l'AS Roma préférera peut-être attendre la fin du parcours de l'équipe de France en Coupe du Monde. Car en cas de belles prestations des Bleus et de Koné, les Giallorossi pourront exiger un peu plus des 40-50 M€ espérés pour le natif de Colombes.

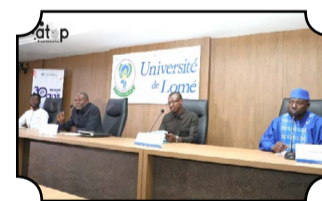
Avec footmercato.net

## 30 ans d'existence de l'AEEMT

## Les anciens et nouveaux membres engagés pour le développement du pays

L'Association des élèves et étudiants musulmans au Togo (AEEMT) a lancé, le samedi 16 mai à Lomé, les activités marquant la célébration des trente années de présence active au sein du paysage éducatif et associatif togolais, par une conférence-débat. L'évènement est placé sous le thème « Militantisme associatif et leadership des jeunes dans le développement du Togo ».

Cette rencontre a réuni les membres actifs, les pères fondateurs, les parrains et marraines de cette structure de jeunes musulmans. Elle a constitué un cadre d'échanges et de réflexion sur l'engagement et le rôle de ces jeunes dans la construction d'une société plus responsable et solidaire. Une conférence-débat a permis aux panélistes d'aborder les échanges sur plusieurs angles, tels que, 30 ans de militantisme associatif et formation des leaders, Vision institutionnelle du leadership des jeunes et du rôle des associations, et le militantisme associatif et dialogue interreligieux. Les échanges ont porté sur l'AEEMT comme laboratoire de formation et école de leadership ;



le cadre institutionnel et les politiques publiques en faveur de la jeunesse, et le dialogue interreligieux entre différentes associations de jeunes opérant dans les mêmes espaces scolaires et universitaires. En conférence inaugurale le parrain de cette association l'imam Sanni Karim, a retracé l'historique de l'association marquée par des épisodes fortes et structurantes, il a partagé les activités menées, les objectifs poursuivis au départ, les expériences acquises, et les nouvelles perspectives de la jeunesse. Il a ensuite exhorté la jeune génération à toujours garder cet esprit

d'unité, de discipline et d'engagement vers Allah, afin de perpétuer les acquis des pionniers et pères fondateurs. Le président national, Maliouro Aboudermane Marwane, a relevé que « le caractère spécifique d'aujourd'hui réside dans le fait qu'il nous offre l'opportunité de revivre avec la création de l'AEEMT aux côtés de nos aînés et de nos pères fondateurs, depuis plus de trente ans ». Il a ensuite salué la disponibilité de ces aînés à accompagner la jeune génération pour l'atteinte des objectifs fixés. La célébration est prévue sur trois mois d'activités, celles-ci portent sur différents domaines, et contribueront de manière significative au développement durable du Togo.

Avec ATOP/SYI/KYA



REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Ministère délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

## Communiqué

Le ministre délégué chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique informe les étudiants togolais que le gouvernement marocain, à travers l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI), offre des bourses d'études aux jeunes togolais.

A cet effet, il est demandé aux élèves régulièrement inscrits en classe de terminale pour l'année académique 2025-2026 et qui désirent poursuivre leurs études au Maroc soit pour la formation universitaire (toutes séries confondues) ou soit pour la formation professionnelle de deux (02) ans (séries G2-F1-F2-F3-F4-Ti-E), au titre de l'année universitaire 2026-2027, qu'ils peuvent déposer leur demande de bourse à la direction des bourses et stages à Lomé, au plus tard le vendredi 29 mai 2026 à 17 heures.

**Conditions d'éligibilité :**

- être âgé de 23 ans au plus (né en 2003) ;
- avoir obtenu au moins la mention bien au Bac1.

**Le dossier doit comporter les pièces suivantes :**

- le formulaire de demande de bourse AMCI 2026-2027 dûment rempli téléchargeable sur le lien : <https://bit.ly/49YZ6NY>
- une demande motivée adressée à monsieur le ministre délégué chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- une copie simple du certificat de nationalité togolaise ;
- une copie simple de l'acte de naissance ;
- une copie simple du relevé de notes de bac 1 ;
- une copie simple du bulletin de 1er trimestre ou semestre ;
- une copie simple du bulletin de 2ème trimestre ou semestre (si disponible)
- une copie de la carte nationale d'identité ou du passeport ;

Pour toute information complémentaire, consultez le site web de l'AMCI à travers l'adresse [www.amci.ma/publications](http://www.amci.ma/publications)

Fait à Lomé, le 20 mai 2026

**Professeur Gado TCHANGBEDJI**  
Ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

31<sup>ème</sup>  
TOUR  
du TCS



**PETIT FORMAT,  
GRANDE ENDURANCE!**



ARRIVÉE ARRIVÉE ARRIVÉE

500\*  
FCFA  
BOUTEILLE XXL  
30 CL



BB LOMÉ S.A  
www.bbhome.com



CMJN • \*Pratiquez une activité physique régulière • \*Prix de vente détail conseillé

CMJN

CMJN